

PREAMBULE :

L'économie globale a atteint une taille 5 fois plus importante qu'elle ne l'était il y a un siècle, et si l'expansion continue de la même façon, elle risque d'atteindre 80 fois la taille actuelle d'ici 2100.

Mais les ressources sont finies et 60% des écosystèmes du monde ont déjà été dégradés. La croissance économique ne cessera jamais (excepté lors de crises financières), puisque même dans les pays développés, elle peut permettre d'améliorer les conditions de vie. De plus, l'économie moderne dépend de la croissance pour être stable.

Le mythe de la croissance a échoué : 2 millions de gens vivent encore avec moins de 2\$ par jour, l'écosystème dont nous dépendons pour vivre se fragilise et elle n'assure finalement pas la stabilité économique. De plus, nous faisons face à la fin de l'ère du pétrole pas cher, à l'augmentation du coût de la vie et à des problèmes environnementaux (pêche, qualité de l'eau, dégradation des forêts, taux de CO₂ dans l'atmosphère...).

Etant données les circonstances, nous ne pouvons pas garder une telle économie basée sur la destruction de la nature et les injustices au niveau social.

Les gouvernements ont été basés sur la conception d'aisance matérielle et l'économie fait du consommateur le roi. Le concept de gouvernance a donc besoin de renouveau.

La prospérité est faite pour nous d'aisance matérielle, avec des ressources écologiques limitées. Le défi de notre société est de créer une économie avec ces limites.

Résumé :

- Croissance économique inégale : 1/5 de la population mondiale possède 2% des revenus mondiaux
- Les riches sont plus riches, la classe moyenne stagne dans les pays de l'ouest
- Croissance économique=augmentation du besoin en ressources
- 60% des écosystèmes se sont dégradés, les émissions de dioxyde de carbone ont augmenté de 40% depuis 1990 (année du protocole de Kyoto).
- Si l'on continue comme ça, l'économie devra être 15 fois plus importante d'ici 2050, 40 fois d'ici 2100.
- changement climatique, perte de biodiversité, pétrole et inégalités globales doivent être pris en charge maintenant.
- but du rapport : proposer des mesures cohérentes pour faciliter une transition vers une économie durable. En d'autres termes : est-il possible d'atteindre la prospérité sans dépendre de la croissance ?

L'âge de l'irresponsabilité :

- La récession met cette question en relief : c'est le moment de mettre en relation la viabilité des écosystèmes et la finance, deux choses finalement intimement liées.
- La tourmente a été provoquée par la croissance.
- Modèle instable au niveau écologique et économique. L'irresponsabilité vient du fait que le seul but soit de protéger la croissance, et l'idée qu'elle puisse nous tirer de la crise est problématique.

Redéfinir la prospérité :

- prospérité basée sur la croissance, aisance matérielle, et vie sociale : trouver une autre vision où l'humain peut s'épanouir et où les dégâts sur l'environnement sont limités.
- population qui augmente mais ressources limitées : l'ignorer c'est mettre en péril les générations futures et les espèces
- pour une prospérité durable il faudrait que les humains arrivent à s'épanouir en consommant moins

Le dilemme de la croissance

- la prospérité sans croissance n'est pas forcément possible.
- 3 propositions en défense de la croissance économique : 1. L'opulence est nécessaire à la prospérité
- 2. la croissance éco est en relation avec certains droits (santé, éducation) qui sont nécessaires à la prospérité
- 3. la croissance maintient la stabilité économique et sociale
- si la croissance s'arrête, un cercle de récession commence et la croissance est nécessaire pour éviter l'effondrement...
- dilemme : la dépendance en la croissance n'est pas viable mais la diminuer rend instable l'économie

Le mythe du découplage

- découplage : croissance continue mais avec des besoins matériels en constante diminution
- différences entre découplage relatif et absolu :
 - relatif : diminuer l'intensité des ressources : chaque activité dépend d'une énergie, plus ou moins efficace. Carbone : son intensité est passée d'un kilo par \$ d'activité économique à 770 grammes par \$.
 - absolu : réduction de l'utilisation des ressources.
- cependant l'augmentation de la productivité de certaines ressources (découplage relatif) a mené à une augmentation de l'utilisation de ces ressources (fer, bauxite, ciment).
- stabiliser la concentration en CO2 dans l'atmosphère signifie investir 2% du PIB par an pour la réduction d'émissions.
- pour le moment, pas de scénario socialement juste, écologiquement durable pour une économie en perpétuelle croissance
- le découplage n'est pas une échappatoire au dilemme de la croissance.

L'âge de fer du consumérisme

- la production et la consommation de nouveauté conduisent la croissance
- parfaite équation entre la production en permanence de nouveauté dans les entreprises et la consommation dans les foyers. Permet de soutenir la croissance.
- mais l'économie devient dépendante de la croissance de la consommation
- « L'âge de fer du consumérisme » est un système où personne n'est libre. Mais système viable tant que les liquidités sont conservées et que la consommation augmente

Le nouveau défi écologique

- le rétablissement économique demande des investissements. Investir dans la sécurité de l'énergie, dans des infrastructures peut émettrices, et dans la protection de l'environnement peut avoir de multiples avantages :
 - réduire les coûts des matériaux et de l'énergie
 - réduire notre dépendance de l'importation
 - étendre le secteur des « industries environnementales » pour booster l'emploi

- protéger l'environnement et augmenter sa qualité pour les générations futures
- peut être une réponse à la crise économique : emplois et rétablissement économique à court terme, sécurité énergétique et innovation technologique à moyen terme, et un futur viable à long terme.

Eléments de macroéconomie pour la durabilité

- il est possible sous certaines conditions de stabiliser l'économie même avec une macro-économie conventionnelle
- implications de la macro-économie dans un changement vers de nouvelles énergies
- une nouvelle macroéconomie pour la durabilité n'est pas essentielle mais possible
- nouveaux investissements : infrastructures, technologies durables, et protection de l'environnement
- pour stabilité économique : économie, société et environnement doivent être liés

S'épanouir avec limites

- on pourrait à la fois vivre de façon plus durable et être plus heureux
- cependant, certains pensent que c'est vivre en opposition avec les valeurs de la société, et qu'il est impossible de toujours choisir ce qui est bon pour l'environnement sans faire de sacrifices personnels
- une société moins matérialiste augmente la satisfaction, une société plus égale diminue l'importance des statuts, une économie moins portée sur la croissance améliore la vie professionnelle : augmenter les investissements dans les biens publics va permettre un retour durable vers une prospérité de la nation.

Une gouvernance pour la prospérité

- le gouvernement « co-crée » la culture de la consommation en produisant les signaux qui influencent le comportement
- le gouvernement est en conflit :
 - d'un côté, il a un rôle à jouer quand il s'agit de sécuriser le futur, de protéger les biens sociaux et écologiques à long terme
 - de l'autre, il a une responsabilité pour la stabilité de la macroéconomie
- rendre la macro-économie indépendante de la croissance va simultanément rendre le gouvernement libre de jouer son propre rôle pour délivrer des buts sociaux et écologiques, et protéger les intérêts à long terme.

Transition vers une économie durable

- construire une macro-économie durable
- protéger les aptitudes à la prospérité
- respecter les limites écologiques

I. INTRODUCTION

L'objectif général de ce rapport est d'explorer la relation entre prospérité et durabilité.

Au cœur de cette exploration, une simple question : que peut signifier le mot prospérité dans un monde fini dans lequel vit une population croissante qui devrait dépasser 9 milliards d'individus dans les décennies à venir ?

La réponse la plus connue : voir la prospérité sous un angle économique → hausse continue de la production économique nationale avec hausse correspondante du revenu par habitant.

Logique attrayante pour les plus pauvres nations où 20% de la population gagne 2% du revenu mondial. 1 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour (moitié du prix d'un petit cappuccino au starbucks).

Mais prospérité n'est pas synonyme de revenu ou richesse. Jusqu'à récemment prospérité était le contraire d'adversité ou d'affliction, aucun rapport avec l'argent. Le rapport du mot prospérité avec l'argent est très moderne et a d'ailleurs été beaucoup critiqué.

La croissance économique n'améliore pas toujours notre prospérité, au contraire elle peut lui porter atteinte. Les implications matérielles de la croissance économique mènent à : - l'épuisement des ressources naturelles – dégradation de l'environnement – changement climatique – épuisement des ressources pétrolières – effondrement des stocks de poissons – perte chronique de la biodiversité...

Les deux questions les plus urgentes sont celle du changement climatique et celle des pics pétroliers :

Changement climatique : les prix seront dangereusement élevés quand la crise arrivera. Il faut investir tôt dans la transition vers une société sobre en carbone pour éviter, plus tard, un effondrement économique.

Pic pétrolier : l'augmentation du prix du baril a déjà montré que cela pouvait déstabiliser l'économie mondiale (pic max en juillet 2008 prix du baril à 147\$). Bien que les prix aient fortement chuté les mois qui suivirent, la menace du pic demeure. The international energy agency estime que le « pic » pourrait arriver dès 2020, d'autres estiment qu'il pourrait arriver encore plus tôt.

Au-delà de l'écologie, il y a le social : avantages et coûts de la croissance économique inégalement répartis. Persistance des disparités entre les nations les plus riches et les plus pauvres, inacceptable d'un pt de vue humanitaire, génère des tensions sociales croissantes. Si croissance et prospérité ne sont pas la même chose et si la croissance peut endommager les gens et la planète, ne devrait-on pas penser à faire sans croissance ? (au moins dans les pays riches)

Une telle question peut paraître inopportune voire insensible dans le contexte de récession économique actuel. Mais cette enquête ne peut être reportée à cause des conséquences de la croissance éco (changement climatique, épuisement des ressources, récession sociale).

De plus, la crise économique actuelle nous montre la fin d'une ère de croissance facile → prospérité sans croissance peut se montrer très utile dans un tel contexte.

En bref, il n'y a pas de meilleur moment pour faire des progrès vers une société plus durable. Pour investir dans technologies renouvelables qui réduiront à la fois nos émissions de carbone et notre dépendance aux ressources finies. Pour renouveler nos institutions financières et sociales et créer un monde plus juste. Pour investir dans les emplois et les compétences que ces tâches demandent. Pour amorcer le passage à une économie durable.

Le plus dangereux : flambée du prix de la merguez !!!!

II. THE AGE OF IRRESPONSIBILITY

Schéma traditionnel pour la prospérité : la croissance économique, qui va augmenter les salaires et donc le niveau de vie. Ce rapport pose la question : peut-on avoir prospérité sans croissance ?

Elément déclencheur : crise économique de 2008 qui a ébranlé les fondations du système éco. Le consommateur n'a plus confiance : manque de visibilité et de responsabilité du système économique, coupable pour lui.

Augmentation des prix courant 2007 et début 2008 fut à l'origine de la crise : +66% pour les biens alimentaires, +50% pour le prix du pétrole. Cela n'explique pourtant pas pourquoi les marchés financiers font tout pour déstabiliser l'économie mondiale, prêtant à des personnes incapables de rembourser. Pourquoi la dette est-elle devenue si importante ?

Réponse politique : fin octobre 2008, les gouvernements du monde ont mobilisé 7 milliards de dollars (plus de trois fois le PIB UK) pour « recapitaliser » les banques en faillite. (Solution jugée régressive et à court-terme)

L'effondrement des marchés financiers auraient mené à une récession globale, des nations entières auraient été en faillite ... Les politiciens n'avaient d'autres choix que d'intervenir en faveur du marché financier, pour le sauver de la faillite. Le but : stabiliser le système, encourager les investisseurs, assister les endettés, redonner confiance en le marché. Succès partiel : on a évité le chaos économique mais pas la récession mondiale.

Février 2009 : Forum Economique Mondial à Davos. Régulation des dérives financières (comme les ventes à découvert), meilleur suivi des conditions de prêt comme réponses nécessaires à la crise.

Malgré tout, les bonus de direction sont toujours payés (2.6 million en 2008 pour Goldman Sachs)

Même ces décisions étaient perçues comme des solutions à court-terme (les ventes à découvert étaient suspendues pour 6 mois, et non interdites définitivement). On voulait juste arrêter la récession et relancer la demande, pour poursuivre la croissance économique, à tous prix.

Cette soif de croissance économique est à remettre en cause, c'est ce qui nous a mené à la crise.

1990 – 2007 : augmentation sans précédent de la consommation, accompagnée d'une augmentation de la dette et des crédits.

Quand une partie s'endette, l'autre épargne au maximum (2008 : en Chine, le taux d'épargne vaut 25% du salaire disponible, en Inde 37% !!)

Au Royaume-Uni, la dette personnelle a doublé en moins d'une décennie (en 2008, +1 million tous les 11 minutes).

Epargne des ménages : 12% en 1993, 0% en 2008 au R-U.

Les gens sont poussés à l'endettement à cause de différents facteurs (Cf. chapitre 6), comme le statut social. Mais en situation de crise, les gens sont en danger, la culture de « l'emprunt – dépense » est loin de produire de la prospérité. Les Etats aussi sont vulnérables, car endettés (Italie et Japon ont une dette supérieur au PIB, France, USA : à hauteur de 60%)

Royaume-Uni : dette a augmenté en 2008, plus fort que jamais durant les 80's (dépassant les 40% du PIB, et continuant d'augmenter), les emprunts dans le secteur public sont passés de 2.6 à 8% du PIB.

La dette du secteur publique est une image de ce que le gouvernement doit au secteur privé.

Quand le taux d'emprunts de ménages s'effondre et que la dette nationale augmente, continuer d'emprunter entraîne une augmentation de la dette externe (l'argent que le pays emprunte à l'étranger pour subsister).

La dette externe varie fortement d'un pays à l'autre (5% du PIB en Inde et Chine, plus de 900% en Irlande).

R-U : dette externe valant cinq fois le PIB, position financière vulnérable. Conséquence : nationalisation de banques. La politique économique des deux dernières décennies (augmenter les liquidités et booster les dépenses) a fait des ravages outre-manche. Mais toutes les nations ont souffert de la crise (économie allemande : la plus forte récession (- 2.1% durant le dernier quart de 2008)).

La crise économique prend au moins en partie racine dans la volonté de croissance économique des nations. Le marché est tombé à cause de ça.

Pendant plus de deux décennies, la dérégulation des marchés financiers fut défendue par le monétarisme comme étant la meilleure façon de stimuler la demande.

La situation est telle qu'à la fin de 2008, on estime qu'une somme de 7 milliards de dollars, obtenue via les impôts, ne suffirait pas enrayer la récession.

L'« âge » de l'irresponsabilité montre que s'il y a eu des pratiques mauvaises, ce ne sont pas en aucun cas des cas isolés dans le système bancaire actuel : ce fut systématique, dans le seul but de prolonger la croissance économique. Maintenant, prise en compte du problème environnemental de la croissance économique. L'épuisement des ressources utilisées pour cette croissance (-9% / an pour les réserves de pétrole, éveil de la Chine) vont jouer un rôle important dans la reconstruction économique. Sorte d'aveuglement face à l'épuisement des ressources matérielles terrestres.

Crise économique : nous a montré que nous n'avons pas réussi à faire marcher nos économies de façon durable, même sur le plan financier. La prospérité ne signifie plus rien.

Bilan de 2008 : il faut reconstruire pour demain.

A savoir :

Dette financière : tout l'argent que l'on doit (à n'importe quelle entité). Elle augmente sans arrêts (nouveaux emprunts, intérêts sur les dettes)

III. REDEFINING PROSPERITY

La prospérité doit être conçue comme incluant obligations et responsabilités envers les autres.

L'épuisement des ressources, le changement climatique, les crises financières... Il est temps d'instaurer une nouvelle notion cohérente de la prospérité ne se reposant plus sur la croissance et la consommation de masse.

> Différentes visions de cette prospérité :

Celle dans laquelle les humains vont pouvoir s'épanouir, cohésion sociale, trouver un plus haut niveau de bien vivre

Réduire leur impact sur l'environnement

> Différentes approches :

La prospérité possède des dimensions : sociales et psychologiques.

Connexion entre prospérité et bonheur

Différents cas :

Prospérité comme opulence :

Le concept d '« opulence », correspond au principe de satisfaction matérielle. Une augmentation des flux et des commodités implique une augmentation de la prospérité.

Logique de l'abondance / image de la sur-conso à l'Américaine.

Prospérité comme l'utilité :

Quantité <> Qualité / Opulence <> Satisfaction

Pour cela le PIB se dresse comme l'indicateur le plus précis afin de déterminer le bien être d'une société.

Ex : en Angleterre, l'indice de satisfaction humain est passé de 57% en 1957 à 36% aujourd'hui !

Danemark, Suède, Ireland et Nouvelle-Zélande ont un indice de satisfaction de vie bien plus supérieur à celui des USA. En revanche les salaires sont bien plus faibles dans ces derniers pays.

En général, une faible hausse du PIB entraine toujours une augmentation sans précédent de l'indice de satisfaction de vie.

Prospérité comme épanouissement humain :

Prenant en compte, les conditions de vie des populations, la participation dans la société, la mortalité, etc.

Dans nos sociétés libérales, les gens ont le droit de choisir de participer ou pas à la société, de travailler, d'avoir un salaire en fin de mois et d'avoir une vie décente. Mais ce qui est important est la capacité d'épanouissement que possèdent les gens.

> Capacités limitées :

La capacité d'épanouissement est un bon point de départ, mais quels en sont les limites ?

Ces limites sont établies en relation avec deux facteurs importants :

Les ressources finies/limitées de la natures

L'échelle de la population mondiale → la population la plus avancée technologiquement va se servir des ressources tout en appauvrissant les autres populations.

Challenge des sociétés futures :

Porter une attention particulière sur l'aspect social, psychologique et matériel de la vie constituant des conditions de vie idéal et propices à l'épanouissement personnel.

IV. THE DILEMNA OF GROWTH

La prospérité n'est pas question que des revenus. Faire évoluer la prospérité n'est pas le même enjeu que la croissance économique. Cela ne veut pas non plus dire que l'un va sans l'autre.

Ce chapitre pose la question : Sommes-nous coupables de ne pas prendre conscience de comment les bonnes choses sont réellement dans un capitalisme de libre marché?

Il existe 3 propositions en défense de la croissance économique.

1-l'opulence, condition nécessaire de la prospérité

2-la croissance économique est liée aux droits de base (éducation, santé..)

3-la croissance économique est fonctionnelle dans le maintien de la stabilité économique et sociale.

En prenant en compte ces 3 propositions, on a d'un côté le fait que la croissance ne paraît pas écologiquement autosuffisante et de l'autre côté elle apparaît pourtant essentielle pour développer la prospérité.

Résoudre cette équation serait alors vital.

Opulence matérielle en tant que condition d'épanouissement

Capacité d'épanouissement diminue si nous n'avons pas assez d'eau, de nourriture ou de foyer adéquat. Mais dans des économies avancées ceux ne sont pas les problèmes principaux.

Les besoins matériels sont voués à différentes fins: loisirs, interactions sociales, expérience.

Pourquoi ce besoin matériel continue à être si important pour nous ?

La clé du puzzle est que nous lions les choses matérielles à des significations psychologiques et mentales. Ainsi les biens du consommateur parlent pour lui-même.

Les relations sociales sont donc fortement liées aux biens d'une personne.

On repère ainsi le besoin d'être remarqué, aimé, de trouver l'amitié ...

Il est tentant de penser que cela est principalement un phénomène occidental. Mais des études (de Belk) suggèrent l'opposé. L'objectif du consommateur est de «aider à créer un monde social et trouver une place légitime dans ce dernier»

Ainsi le besoin matériel est présent dans n'importe quelle société.

C'est bien évidemment plus remarquable dans une société de consommation. On retrouve par exemple en Inde un «appétit pour la culture 'globale'» avec la volonté de créer des styles de vie «à l'occidentale». On retrouve les mêmes comportements en Chine, en Amérique Latine, même dans certaines régions d'Afrique.

La société de consommation est maintenant une société globale, dans laquelle bien sûr il reste des îles de prospérité et des océans de pauvreté mais dans laquelle le pouvoir des choses procure et crée un monde social.

En clair, les dimensions matérielle et non-matérielle de la prospérité sont étroitement liées à travers le langage des biens.

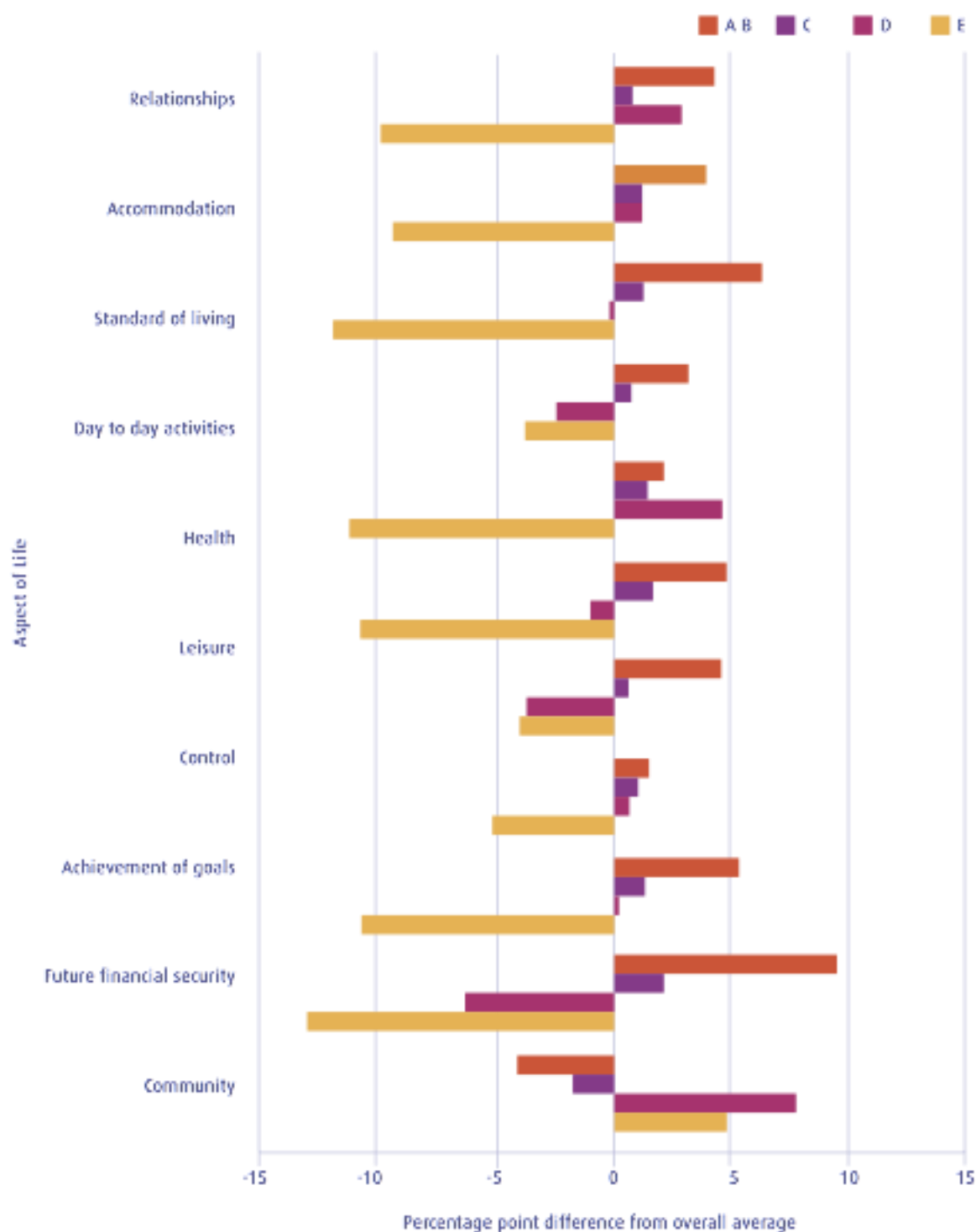
Peu de gens voient les revenus comme un des facteurs importants de leur bien-être. Les revenus procurent cependant les moyens matériels pour l'épanouissement.

La prospérité dépend davantage de l'opulence.

L'importance des revenus est largement utilisée à travers des effets relatifs. Ce qui importe est d'avoir plus ou moins que ceux qui sont autour de nous.

L'importance de la place sociale est renforcée par l'étude représentée par la figure 7

Figure 7 Wellbeing Inequalities in England (2007) ⁴



Notes: Social grade is a classification based on occupation developed from the National Readership Survey

Examples of occupation in each grade include:

AB: doctor, solicitor, accountant, teacher, nurse, police officer

C: junior manager, student, clerical worker, foreman, plumber, bricklayer

D: Manual workers, shop workers, apprentices

E: Casual labourers, state pensioners, unemployed

Separate grades A and B and C1 and C2 have been joined (as AB and C) due to very similar distributions. The results presented here show the difference between each group and the overall average.

Cette figure montre le bien être en fonction de différents domaines et de rangs sociaux.

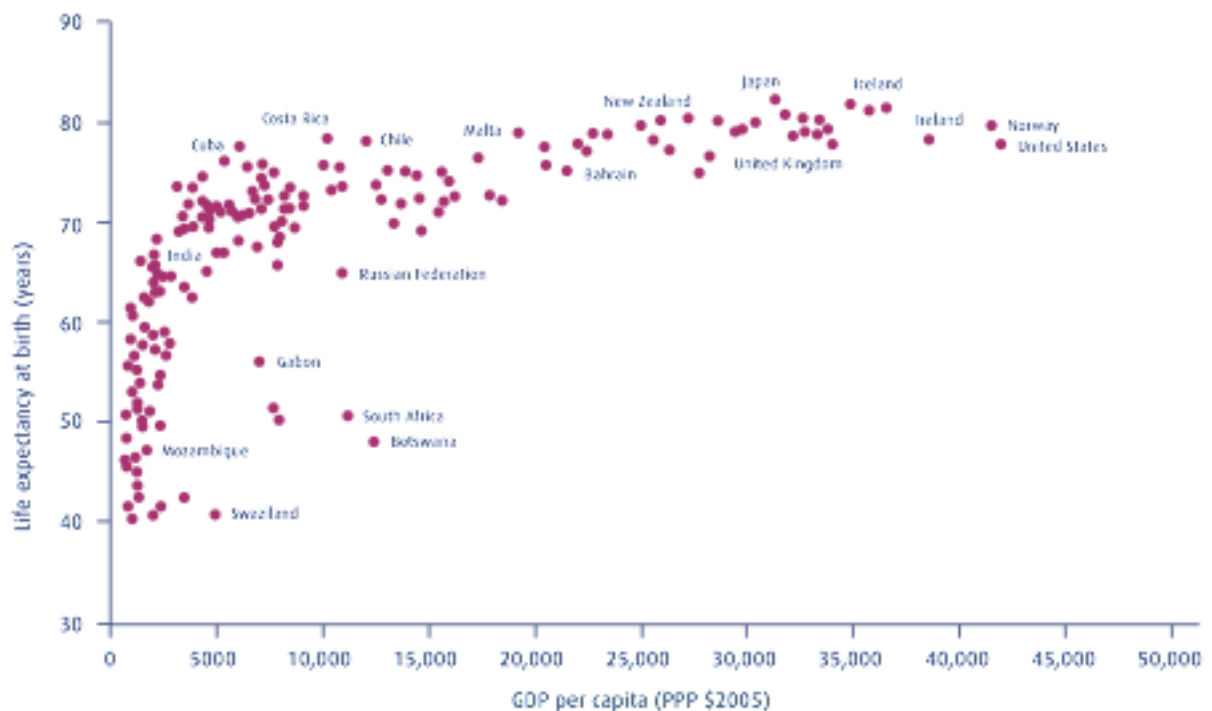
Il y a un danger: la course au bien être individuel ne contribue pas forcément à la prospérité générale. C'est un des arguments utilisés dans le paradoxe du bien être de vie dans le chapitre 3.

Si c'est vrai, alors une différente organisation sociale dans laquelle chaque rang social est soit moins important ou bien vu différemment, pourrait changer les choses. Cette stratégie pourrait nous permettre de distinguer la prospérité de l'opulence et ainsi réduire notre dépendance des biens matériels.

Revenus et droits fondamentaux.

Retour à la 2eme proposition. i.e. la possibilité que certains droits fondamentaux empêchent l'épanouissement sans croissance.

Figure 8 Life expectancy at birth vs average annual income¹⁶

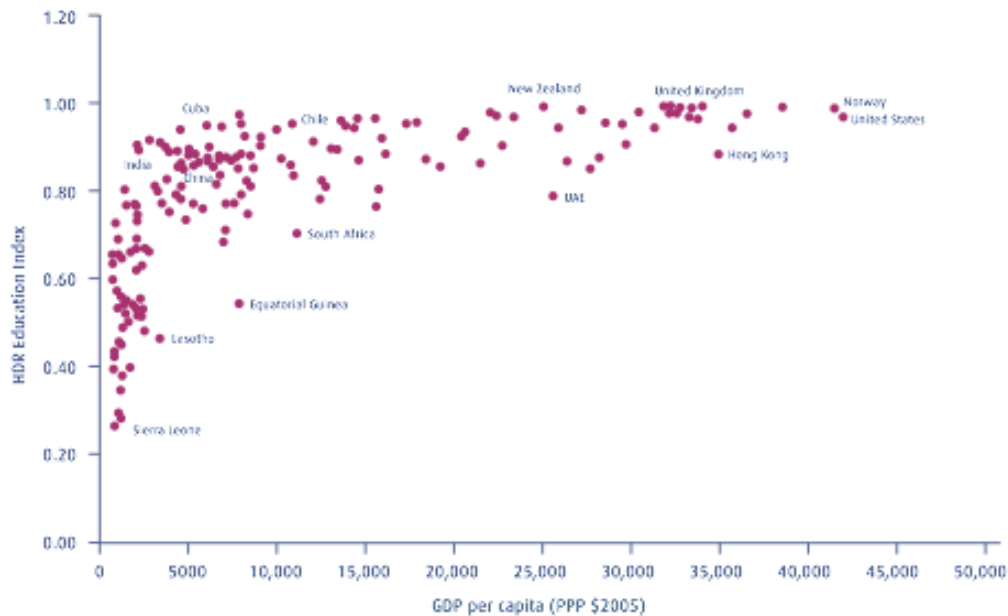


Première figure où l'on voit que plus on vit longtemps plus on est susceptible de bien réussir.

Il reste certains paradoxes (Chili vs Danemark par exemple)

La figure 10 met en avant un autre droit fondamental: l'éducation

Figure 10 Participation in education vs income per capita¹¹



Après y a tout pleins de chiffres et des trucs qui servent à rien. En résumé, il y a un mouvement majeur qui place les pays développés (en terme de droits) plus haut dans les revenus que les autres, mais il existe certains paradoxes.

Augmentation des revenus et stabilité économique.

Cela nous amène à la 3eme proposition. Cette croissance est fondamentale dans le maintien économique et la stabilité sociale. Il est clair que les économies qui s'effondrent présentent un risque de pertes humaines important. Il existe des différences intéressantes: en effet certains pays (Cuba, Japon..) ont réussi à sortir d'une situation économique désastreuse sans pour autant détruire la santé publique. D'autres ont malheureusement vu la santé s'effondrer au profit de la récession économique.

La perte humaine au profit de l'économie pourrait dépendre plus de la structure sociale plutôt que du degré d'instabilité économique (les exemples en sont l'ex-URSS et Cuba)

La question est : Avons-nous besoin de la croissance économique pour maintenir l'économie stable?

La réponse conventionnelle est oui. Pourquoi ?

Les économies de marché place leur foi dans l'efficacité technologique. Cela signifie aussi que de moins en moins de personnes sont requises pour élaborer des produits par rapport à une année sur l'autre.

Si, pour une quelconque raison, l'économie ralentit, alors la perte de main d'œuvre mène à l'augmentation du chômage, qui à terme mène à la diminution de la confiance du client, et même à la diminution de la demande.

D'un point de vue environnemental c'est bien car cela signifie un usage de ressources naturelles réduit. Mais économiquement c'est mauvais. La récession a un impact considérable sur les finances publiques. (Taxes, ..) Et cela va directement toucher la prospérité.

Ainsi le gouvernement est obligé d'emprunter plus, non seulement pour maintenir la production mais aussi pour essayer de restimuler la demande. => Augmentation de la dette nationale.

Le mieux serait alors que la demande revienne et de commencer à rembourser la dette. Cela pourrait prendre des décennies.

En conclusion, le dilemme de la croissance peut être représenté en 2 points:

- la croissance n'est pas autosuffisante
- la décroissance est instable

V. THE MYTH OF DECOUPLING

Le concept du découplage : Reconfiguration des moyens de productions et changement des services et des biens. L'économie continue de croître, mais repose sur moins de dépendance matériel -> on ne dépasse pas les limites écologique, on utilise moins de ressources

Découplage relatif :

Plus d'activité économique pour moins de dommages environnementaux. Beaucoup de progrès surtout dans pays riches mais en réalité on a l'impression que les pays développés utilisent un nombre faible de ressources comparé à leur production mais c'est pq ils importent des produits semi finis. Ainsi la première partie de la production qui utilise énormément de ressources se fait dans des pays étrangers.

Baisse de l'intensité écologique par unité de production économique

En proportion l'impact écologique baisse mais si la production économique augmente beaucoup en absolu on augmente l'impact écologique.

Ainsi on la production est plus efficace, mais comme on produit de plus en plus, la consommation de matériel et d'énergie reste environ constante dans les pays de l'OCED et celles des métaux augmentent fortement.

Ainsi on n'observe pas découplage absolu qui correspondrait à une baisse d'utilisation des ressources. En effet les émissions de CO₂ ont augmentés de 80 pourcent depuis 1970 et de 40 pourcent depuis 1990. Au mieux stabilisation dans quelques pays mais parce que les chiffres cachent que le début de la production se fait à l'étranger.

Ainsi le découplage n'a pas lieu partout, et même la où il a lieu il n'est pas suffisant pour éviter la destruction de l'environnement et une crise : celle du manque de ressources de base. Au mieux progrès pour les polluants et les produits toxiques. Mais la croissance implique forcément une augmentation des gaz à effet de serres...

L'arithmétique de la croissance

I : impact de l'activité humaine I est produite par 3 facteurs

P : la taille de la population

A : le revenu par personne

T : facteur technologique, impact associé à chaque dollar dépensé

T baisse = découplage relatif

Si I baisse aussi = découplage absolu

P a augmenté = manque de moyens contraceptifs

Quand A augmente = on dit que le bien être augmente mais pas forcément vrai

De plus T a baissé mais A et P augmenté donc en absolu aucune amélioration et même détérioration. Les prévisions sont mauvaises car A et P vont encore augmenter (et T baisse trop lentement)

But : stabiliser l'émission mondiale de carbone à 450 ppm 2050. Strictement impossible pour les pays de l'OECD seuls

Pour essayer d'atteindre ce but on a besoin de changements technologiques très importants donc de beaucoup d'investissements. On ne peut pas tout miser sur une future percée technologique. Solutions accessibles

Energie renouvelables, capture et stockage du carbone, investissements dans des technologies qui dégagent peu de carbone.

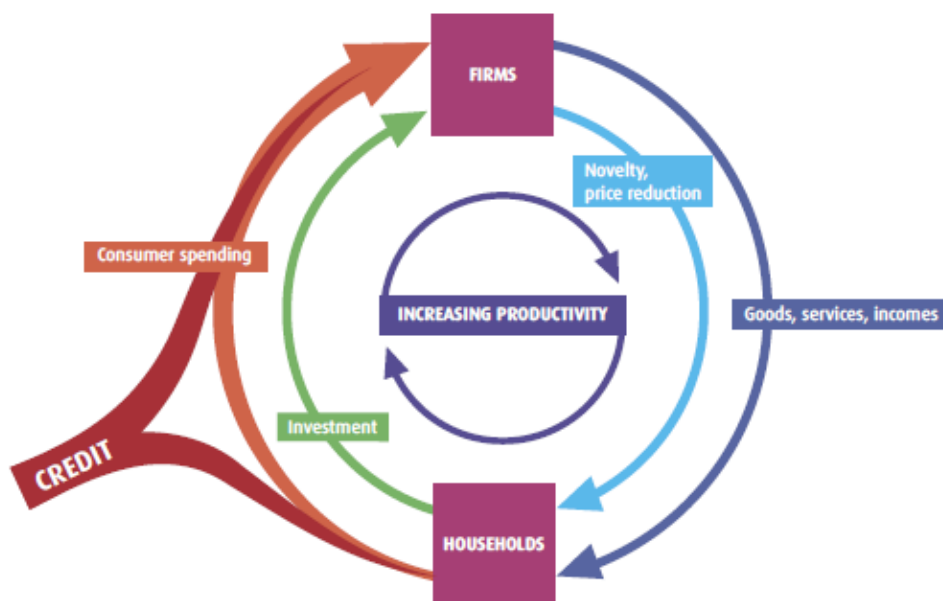
Mais pour réduire les émissions de carbones et éviter l'épuisement des ressources

Nous devons revoir la structure de notre économie et du marché.

VI. CONFRONTING STRUCTURE

L'anxiété est caractéristique de notre société moderne, d'autant plus avec la crise financière de fin 2008. Elle a néanmoins eu l'avantage d'être la seule force capable de rassembler autant de pays pour finaliser ensemble des réformes nécessaires sur le système financier international.

La population craint aussi le manque de croissance, et la perte de sa vie confortable.



Le flux circulaire de l'économie

Il manque sur ce schéma simplifié :

- le secteur public (gouvernement)
- le secteur étranger (ménages, entreprises et gouvernements étrangers)
- le secteur financier (banques)

Le système capitaliste est le suivant :

- les ménages donnent une partie de leurs revenus et de leurs économies
- ces fonds sont investis par l'intermédiaire des banques dans les entreprises
- ces entreprises génèrent du profit

L'entreprise a besoin d'argent pour :

- avoir un capital de travail
- rembourser les créanciers
- payer les actionnaires

L'efficacité est un élément essentiel à toute société. Il faut produire rapidement et à moindres coûts.

En Grande-Bretagne, la productivité a plus que doublé entre 1967 et 2005. Mais le produit intérieur brut a aussi augmenté encore plus vite (de 133%), ce qui résulte que le taux de chômage a diminué de 0,5 points de pourcentage durant cette période.

Mais cette efficacité n'est pas suffisante. Il faut en effet aussi se diversifier et surtout innover. C'est cette innovation constante qui entraîne une réactualisation des envies.

Ce phénomène est permis par la très grande importance de notre attachement aux objets dans notre société consumériste.

Un autre élément fondateur de la société consumériste est la peur du manque.

VII. KEYNIANISM AND THE GREEN NEW DEAL :

Le keynésianisme n'était pas défini dans le texte donc je vous ai mis les définitions

Wikipédia:

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'État a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays.

Crise de 2008 : désir de relancer la croissance économique

➤ POURQUOI ?

• Court terme :

Maintenir le plein emploi.

• Long terme :

-augmenter le PIB

-mais surtout stimuler la consommation

➤ BOOSTER L'ECONOMIE :

• Stimuler crédits pour les commerces et les consommateurs

• augmenter le pouvoir d'achat. Mais problème : le gens ont tendance à économiser pendant les périodes de crise, au lieu de consommer, ce qui est très problématique durant une

récession.

- augmenter les dépenses publiques pour la création d'emploi (gros projets de construction d'infrastructures) comme par ex New Deal de Roosevelt dans les années 30 (grande dépression)

➤ GREEN NEW DEAL:

- Investissement dans les nouvelles technologies: Inutile ou bénéfique à l'économie?
- Bénéfiques d'après un consensus international.
- Investissement majeur dans les énergies vertes va s'étendre sur les 50 prochaines années, et les besoins en investissement en énergie entre 2010 et 2030 va augmenter de 35 trillions de dollars.
- Actions :
 - Modernisation des bâtiments,
 - Transports communs
 - Eoliennes
 - Energie solaire
 - Biocarburants
- Dépenser 100 milliards de dollars dans une période de 2ans pourrait créer 2 millions d'emploi . Les donner aux ménages génèrerait seulement 1,7 millions de nouveaux emplois, et à l'industrie moins de 600 000

➤ STRATEGIE POUR CREER DES EMPLOIS :

- Création dans le secteur public (Roosevelt New deal)
- Soutien financier dans des secteurs spécifiques
- Soutenir les industries pour stimuler la demande

➤ ACTIONS CONCRETES :

- UK : en 2008 a été prévu dans le budget pour le développement durable £535 million
- En comparaison les USA investissent seulement \$130 million.

VII. MACRO-ECONOMICS FOR SUSTAINABILITY

Le dilemme de la croissance : maintenir la stabilité économique / besoin de réduire l'épuisement des ressources.

Certaines choses changent du fait que l'économie évolue.

L'une d'entre elles est l'efficacité technologique. Elle est à la fois un résultat et un facteur fondamental de la croissance économique.

Certains partisans prétendent que la croissance est non seulement compatible mais aussi nécessaire à l'environnement. Pourtant les preuves ne confirment pas cette théorie :

augmentation du taux d'émission des gaz à effet de serre, épuisement continue des ressources et les apparents déclin comme aux Etats unis ne sont en fait du qu'à des erreurs comptables.

Cela ne veut pas dire qu'aucune amélioration n'est possible. Cependant il est clair que nous avons besoin d'un nouveau genre de macro économie, une où l'activité économique est toujours présente sans mettre en péril notre environnement. Il reste à prouver qu'en plus d'être significative cette définition est aussi réalisable.

Changer « la machine à croissance » :

Il vaut la peine de chercher s'il existerait une « machine à croissance » qui serait en mesure de nous aider. D'après Robert Ayres il nous faudrait une machine basée sur les sources d'énergie non polluantes, la vente de services non matériels et des produits non polluants.

Voici à quoi pourrait ressembler notre économie. Pour cela il faut réduire l'industrialisation, continuer d'importer des biens de consommation de l'étranger et développer le secteur financier pour payer tout ça.

En principe le secteur du loisir devrait être le principal candidat pour la dématérialisation mais en pratique il représente 25% de toutes les énergies et émission de carbone attribuées aux consommateurs américains.

Mais alors qu'est ce qui constitue réellement une activité économique productive dans cette économie ? La vente d'un service énergétique (mieux que l'approvisionnement en énergie), la vente de mobilité (mieux que la voiture), le recyclage, la réutilisation et peut être même les cours de yoga. Il faut commencer avec de petites choses.

Mais la véritable question est : Ces activités peuvent-elles ramener assez d'argent pour maintenir une croissance économique ? La vérité est que nous ne savons pas car nous n'avons jamais vécu dans une telle économie.

Il n'existe pas de macro-économie capable d'assurer la durabilité mais nous en avons besoin d'une et de toute urgence. C'est cet appel à la durabilité qui est l'un des plus importants messages dans cette analyse.

L'essentiel d'une macro-économie :

L'ensemble macro-économique principal est le PIB (GDN en version anglaise).

Il y a trois façons de définir le PIB :

-La somme de toutes les dépenses finales sur marchandises et services de l'économie.

-Il mesure la production totale de marchandises et de services dans toutes les entreprises productives de la nation.

-La somme de toutes les revenus gagnées par toutes les personnes vivant dans ce pays. Toutes mesurent le volume du flux économique.

Le PIB est composé des dépenses privées des consommateurs, des dépenses publiques (gouvernement), des investissements brut dans le capital et les exportations nettes.

On dit que l'économie est équilibrée quand la demande globale correspond à l'offre globale.

Le revenu national est évalué par une fonction de production qui nous dit combien notre économie est capable de produire en prenant en compte différents facteurs. Les facteurs le plus souvent considérés pour mener à bien le revenu de la nation sont les capitaux, le travail (la main d'œuvre) et l'efficacité technologique.

Critiques : -non satisfaisant car cela ne prend pas en compte explicitement les ressources matérielles. Un moyen de rectifier cela serait d'inclure l'énergie (ou d'autres ressources matérielles) explicitement dans la fonction de production.

- Le PIB ne tient pas en compte des coûts associés à la dégradation du capital naturel de l'activité économique par les impacts d'émissions environnementales ou par l'épuisement des ressources. Paradoxalement, il tient compte de certaines choses telles que le nettoyage après un accident de voiture ou encore le gaspillage du pétrole.

(Retour au chap 6) Nous avons vu que quand la demande chute les revenus des sociétés sont réduits et cela mène à la perte d'emploi et à la réduction des investissements. Mais la réduction des investissements avec en plus moins de main d'œuvre réduit à son tour la capacité productive de l'économie. Le système devient instable. Mais alors est-il possible de configurer les variables macro-économiques conventionnelles afin de réduire les impératifs de croissance, le tout en maintenant une stabilité économique ?

A la recherche d'une économie en « croissance basse » :

Nous étudions deux pronostiques effectués sur l'économie canadienne.

-La première illustration réalise une stabilisation du PIB mais aux dépens de chômage montant en flèche, de la pauvreté naissante et l'augmentation de la dette public.

-Dans seconde illustration le PIB est autour de 70% plus haut en 2035 qu'en 2005 mais la croissance n'a lieu que durant les 20 premières années du scénario. Pour le reste le PIB se stabilise ce qui explique que la croissance des revenus est réduite progressivement (1.8% par an à 0.1% par an).

Quels sont alors les facteurs qui provoquent les différences entre les deux illustrations ?

Les facteurs les plus influents sont les changements des plans d'investissements et de la structure du marché du travail.

Finalement ce que démontre cette étude est qu'il y a beaucoup de possibilités pour stabiliser notre économie mais cela ne veut pas dire que cela soit chose facile puisque tout changement engendre des difficultés et de nouveaux investissements. Mais si l'investissement est trop lent nous seront à court de ressources avant que l'alternative soit mise en place. Et si l'investissement est trop rapide il y a un risque de ralentir l'économie au fur à et mesure que les ressources nécessaires au nouvel investissement ne soient pas disponibles.

Finalement, il faut changer l'équilibre entre la consommation et l'investissement dans l'économie pour ouvrir la « fenêtre de la durabilité ».

Au-delà de l'économie conduite par la consommation :

Le défaut de notre économie est que la consommation est le principal acteur de la croissance.

La consommation endommage la base de la croissance, le bien être futur. L'investissement est nécessaire : construction de nouvelles infrastructures, transition aux énergies renouvelables...

Les piliers qui supportent notre économie sont donc à revoir mais le potentiel pour explorer cette possibilité existe réellement.

L'innovation sera toujours essentielle, mais elle devra visée davantage des buts de durabilité.

Spécifiquement, les investissements devront se concentrer sur la productivité de ressource, l'énergie renouvelable, les technologies propres, économie verte, la protection et le maintien des écosystèmes.

X. GOUVERNANCE FOR PROSPERITY

Les limites d'utilisation ne sont pas fixées par nous-même mais par notre environnement, nous devons donc opter pour une politique de diminution de la consommation. D'autre part le taux de chômage ne diminue pas depuis nombreuses années dans des pays tels que l'Allemagne ou les Etats Unis. Il faut donc trouver des nouvelles professions pour des alternatives aux énergies actuelles qui sont trop nuisible à l'environnement. Les gouvernements doivent donc mettre en place une macro-économie pour le développement durable et imposer des limites de ressources.

XI. FLOURISHING WITHIN LIMITS

S'épanouir, avec des limites

L'économie n'est pas le seul problème soulevé par le développement durable. Il faut aussi s'interroger sur le consumérisme massif qui a fait des biens matériels l'unique attrait de nos vies. : la prospérité n'est pas proportionnelle à la richesse matérielle. En revanche, la prospérité va de pair avec l'épanouissement à la fois physique, psychologique et social. Ainsi, il faut s'impliquer dans la vie en société et il est indéniable que des objets (téléphone portable, ordinateur,...) sont indispensables pour communiquer. Mais voilà le paradoxe : ce n'est pas dans les pays les plus riches (= à même de satisfaire leurs besoins matériels) qu'on observe les populations les plus prospères.

Récession sociale (RS)

Rutherford et Norman observent dans les sociétés occidentales une surprenante récession sociale : les gens sont plus anxieux et stressés, sombrent dans l'alcoolisme et semblent plus déprimés. Leurs explications :

Rutherford (plutôt socialiste) : la cause est la flambée des prix et l'augmentation des inégalités
→ Coupable = capitalisme

Norman (plutôt de droite) : les coupables sont les gouvernements trop autoritaires

Cette RS n'est pas perçue de la même manière dans le monde. Rien qu'en Europe, on peut observer ce contraste : la Norvège et la Suède est sereine, tandis que les Britanniques se sentent vraiment concernés par cette récession sociale (La France est entre les 2). L'une des explications qui ressort pour expliquer cela est la solitude en société. En effet alors que les revenus et que le niveau de vie global s'améliore d'années en années, le taux de divorce a explosé depuis les années 70. Les études montrent que c'est en fait le développement des moyens de transport qui a provoqué cela : meilleure mobilité + croissance économique = déchirement des familles. En clair, l'un des coupables majeurs de la RS est la **croissance**, et le problème ne fait que s'aggraver dans les pays riches qui continuent à ne vouloir qu'un enrichissement matériel.

Une vie sans honte (assumée)

Sen (apparemment c'est qqn qu'on a mentionné avant.. ?) pense que les objets requis pour avoir un bon niveau de vie sont les mêmes quel que soit la société. En revanche, les sociétés diffèrent sur les objets qui mettent une personne en avant dans la vie sociale. Cet argument rappelle les propos d'Adam Smith, premier à avoir mis en avant l'importance de la honte dans la vie sociale. Ainsi, en élargissant cette théorie, Sen pense que pour vivre « sans honte » (sans se taper l'affiche) il faut absolument être à la page, ie avoir la caisse, les fringues, la dernière télé, pour à la fois suivre les infos et être à la mode, tout cela dans le but de pouvoir participer activement à la vie sociale. Et pour cela, il faut toujours et encore plus d'argent. Mais si l'épanouissement doit passer par cela, il faut voir qu'on ne l'atteindra jamais : *il faudra toujours avoir plus d'argent pour acheter plus*.

Le « piège » de la société est clair ici : il est bien sûr normal de ne pas vouloir avoir honte de soi-même pour s'épanouir ; mais ce que demande en retour cette société consommation ne mène qu'à vouloir s'enrichir plus pour se distinguer des autres avec son argent. Le plus inquiétant est que l'on ne peut plus s'échapper de ce paradigme. Et ce n'est pas la récession

économique qui met ici la prospérité en péril, mais l'enfoncement de la société dans le matérialisme.

L'hédonisme comme alternative

(Hédonisme : doctrine philosophique selon laquelle la recherche du plaisir et l'évitement du déplaisir constituent l'objectif principal de l'existence humaine)

Le changement est vital, et il peut exister sous plusieurs formes. L'une des solutions peut être l'hédonisme (rappelée par la philosophe Kate Soper), qui critique la tournure qu'a pris la société d'aujourd'hui, subissant la désillusion généralisée qui l'éloigne du bien-être de chacun. Il faut échapper à ce désordre et à travers l'hédonisme renouer les contacts humains qui ont été érodés. Avec l'hédonisme, on peut renouer à des valeurs plus essentielles (le sentiment d'appartenir à une communauté, le fait de s'accepter tel qu'on est) que celles de l'image et du succès financier. Par ailleurs, cette autre façon de raisonner a un meilleur impact écologique, et les hédonistes semblent plus heureux et plus « verts » que ceux n'ayant que des valeurs matérielles. Ainsi, s'épanouir en se donnant des limites est vraiment une possibilité. Ceux qui préfèrent la lecture, la musique ou encore le jardinage sont de plus en plus nombreux face aux « shopping addicts », montrant qu'une alternative au consumérisme existe. D'autres ont même radicalement changé leur mode de vie pour avoir une « vie simple volontairement », rappelant la philosophie de vie de Gandhi.

De nombreuses études soutiennent cette idée, comme quoi faire plus d'activités à la recherche d'un accomplissement de soi (plutôt qu'à une fin matérielle) rend les personnes qui font ce choix-là plus heureux. De là on voit apparaître dans le monde entier des rassemblements de personnes partageant cet idéal et formant des petites communautés prêtes à quitter la société d'aujourd'hui pour se retrouver dans un système qu'ils jugent plus sain d'esprit et plus épanouissant (cf phénomène de la « rétrogradation »).

Le rôle d'un changement structurel

Les exemples de structures dominantes sont nombreuses : les voitures sont plus importantes que les transports en commun (et plus polluants). L'élimination des déchets (en les brûlant) est simple et peu coûteuse (en argent comme en responsabilité), alors que le recyclage demande du temps et beaucoup d'efforts. De même, les fonctionnaires sont sous-payés si on les compare à ceux qui travaillent dans le privé. Les failles dans la société actuelle sont visibles : on encourage à la consommation en temps de crise financière, on juge une personne par son statut social, on est mal vu et perçu comme des gens « alarmistes » si on adopte un mode de vie plus durable. De plus, encourager les gens à résister au consumérisme n'est pas suffisant.

Il faut déjà que le gouvernement soit plus radical dans le message qu'il veut faire passer : il doit mieux contrôler le peuple, l'inciter plus que fortement à acheter localement, etc... Néanmoins, aussi motivé qu'une personne puisse être, si la société ne change pas, les difficultés, vont s'accumuler et la démotiver, c'est pourquoi il faut qu'il y ait également un changement structurel de société. Pour cela, il faut d'une part stopper les comportements anti-durables. Ensuite il faut faire en sorte d'autre part que chaque personne puisse s'épanouir dans la vie en société avec moins d'attachement matériel.

Ne pas dépendre autant comme depuis 50 ans au matériel suscitera une innovation sociale qui sera déterminante, et ce que doit inclure absolument ce remodelage de la société est la réduction des inégalités sociales. Un signal fort pour illustrer ce qui est vraiment important dans cette nouvelle société serait de réduire fortement les gros salaires. Ainsi, cet esprit de compétition entretenu par le consumérisme disparaîtrait, pour laisser place à une société plus altruiste. Les investissements sur les biens publics et les infrastructures sociales seraient les pas suivants.

En résumé, nous faisons face à un challenge inévitable. La vision matérialiste doit être démantelée, afin de permettre à la société du futur de combiner à la fois durabilité et prospérité. Mais cela ne pourra arriver qu'à travers de lourds changements de comportements sociaux. Les conséquences seraient nombreuses : une société moins matérialiste serait plus heureuse, moins anxieuse, et se tourner plus vers la communauté réduirait le sentiment de solitude. On retrouverait la prospérité.

XII. STEPS TO A SUSTAINABLE ECONOMY

A) FORMER UNE MACRO-ÉCONOMIE DURABLE

1) DÉVELOPPER DES APTITUDES MACRO-ÉCONOMIQUES

Principaux challenges :

- explorer les demandes d'investissement associées à une économie durable
- examiner les possibles répercussions économiques d'une ressource absolue
- évaluer l'impact des changements du capital naturel et de l'écosystème selon la politique d'une économie durable

Ex : Canadian LowGrow model

2) INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES

Buts :

- investissements en énergie renouvelable
- infrastructures pour les transports en commun
- investissement dans le maintien de l'écosystème et la protection de l'environnement

Ex : SDC Sustainable New Deal

3) ACCROÎTRE LA PRUDENCE FINANCIÈRE ET FISCALE

Prudence consistant à :

- réformer le règlement des marchés financiers nationaux et internationaux
- accroître le contrôle public des crédits
- fournir un meilleur suivi afin d'éviter les dettes des consommateurs

Ex: Obama Administration plan to protect borrowers

4) AMÉLIORER LA COMPTABILITÉ MACRO-ÉCONOMIQUE

Amélioration grâce à de nouvelles mesures permettant de :

- distribuer des revenus aux plus démunis afin d'éviter le mal-être des gens en raison d'une inégalité trop importante
 - prendre en compte les coûts des émissions carbone
- Ex: the World Bank's Adjusted Net Savings measures**

B)

5) *PARTAGE DU TRAVAIL ET AMÉLIORATION DE L'ÉQUILIBRE VIE PERSONNELLE-TRAVAIL*

Politique du temps de travail essentielle pour deux raisons :

- atteindre une stabilité macro-économique
- protéger les petits jobs et les gagne-pains des gens

Ex: French, German and Danish work-time policies

6) *S'ATTAQUER AUX INÉGALITÉS SYSTÉMIQUES*

Ex: restrictions on bonuses in the financial sector

7) *ÉVALUER LA PROSPÉRITÉ*

Ex: the Government Economic service project on sustainability and Green Book

8) *RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET SOCIAL*

Besoin de politiques particulières afin de permettre de :

- créer et protéger des espaces publics
- réduire le trajet maison-lieu de travail des habitants

Ex : Cabinet Office study on social capital

9) « *RENVERSER* » *LA CULTURE DU CONSUMÉRISME (VERS UNE CULTURE « INVERSE » DE CELLE DU CONSUMÉRISME)*

Culture qui a provoqué des impacts psychologique et social sur le bien-être des personnes : toujours en demander plus

Ex : Scandinavian advertising policies

C) RESPECTER LES LIMITES ÉCOLOGIQUES

10) *IMPOSER UNE RESSOURCE CLAIREMENT DÉFINIE*

Ex : UK climate change budgets

11) *RÉFORME FISCALE POUR LA DURABILITÉ*

Le débat autour de la réforme sur la taxe date d'il y a au moins une décennie et cette réforme a été mise en application à des degrés variables dans les différents pays d'Europe

Ex : en Angleterre, taxes aujourd'hui plus faibles qu'en 1997

Ex: The UK Green Fiscal Commission

12) PROMOUVOIR UNE PROTECTION DE L'ÉCOSYSTÈME

Politique internationale se doit de :

- investir dans les énergies renouvelables
- réduire le taux d'émission de CO2
- protéger la biodiversité dans les pays développés

Ex : Development Aid targets